

Monsieur Philippe Couillard
Premier ministre
Édifice Honoré-Mercier
835, boul. René-Lévesque Est - 3^e étage
Québec (Québec) G1A 1B4

Montréal, le jeudi 27 novembre 2014

Monsieur le Premier Ministre,

Durant la présentation de son budget, le 4 juin dernier, votre gouvernement annonçait son intention d'inclure la Politique nationale de la recherche et de l'innovation (PNRI) dans son plan de révision des dépenses publiques. L'Association francophone pour le savoir – Acfas est très inquiète quant aux effets socio-économiques de coupes qui pourraient être appliquées dans les budgets de la recherche.

Le Québec est entré de plein pied dans la société du savoir, faisant de la culture et de la connaissance ses principaux agents de développement social et économique. Par le fait même, il est de la responsabilité du gouvernement de contribuer à la production d'une connaissance de haute qualité et de former une relève de citoyens éduqués, informés et critiques pour mieux faire face aux changements du monde dans lequel ils évoluent.

De plus, nous sommes fermement convaincus que **les connaissances et les données produites par les chercheurs et les étudiants chercheurs québécois constituent un élément essentiel à la prise de décision gouvernementale, et ce, dans tous les domaines**, particulièrement dans un contexte où l'État est à revoir les grandes orientations de son intervention au sein de la société. Que ce soit pour la mise en place de politiques énergétiques, pour la révision du système de santé ou encore pour l'ajustement des politiques sociales, les données collectées sur le terrain par les chercheurs, ainsi que les analyses qu'ils en font **permettent aux décideurs de prendre des décisions éclairées et justifiées, au-delà des intérêts des groupes sectoriels et des lobbys spécifiques**. C'est pourquoi le financement public de la recherche n'est pas une économie que le gouvernement du Québec peut se permettre. La recherche est un investissement que le gouvernement doit financer parce qu'il constitue un tremplin vers d'importants potentiels d'innovation sociale et économique.

.../...

La communauté de recherche partage les inquiétudes de l’Acfas. Chercheurs, étudiants chercheurs et professionnels de recherche constatent au quotidien le rôle social très important qu’ils jouent, notamment en formant la relève d’une main-d’œuvre hautement qualifiée dont toute société innovante ne peut se passer. C’est pourquoi ils sont plus de 4 000 à avoir cosigné la lettre ouverte de l’Acfas, publiée mercredi 19 novembre dernier dans *Le Devoir* et dont vous trouverez ci-joint copie. **Par ce geste, ils vous demandent d’affirmer clairement, dans les prochains mois, votre soutien à la PNRI, aux activités de recherche et d’innovation et d’annoncer le maintien des budgets qui y sont associés.**

Veuillez accepter, Monsieur le Premier Ministre, nos salutations les plus respectueuses.



Louise Dandurand
Présidente

- p. j. :
- *Chercheurs, vous devez agir!* – Lettre ouverte de Louise Dandurand, publiée dans *Le Devoir* (page 2)
 - *La recherche, un investissement pour la prospérité* - Mémoire déposé à la Commission de la révision permanente des programmes : http://www.acfas.ca/sites/default/files/memoireacfas_commissionprp_2014.pdf
 - Liste des signataires de la lettre ouverte : <http://www.acfas.ca/publications/decouvrir/2014/11/appel-mobilisation-chercheurs/personnes-soutenant-cette-initiative>
- c.c. :
- monsieur Jacques Daoust, ministre de l’Économie, de l’Innovation et des Exportations
monsieur Yves Bolduc, ministre de l’Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science

Chercheurs, vous devez agir!

19 novembre 2014 | Louise Dandurand - *Présidente de l'Association francophone pour le savoir - ACFAS* | [Éducation](#)

La recherche semble perçue comme une dépense et non comme un investissement pour la société.

Alors que le gouvernement entame un long processus de révision de ses dépenses publiques, y compris le financement des activités de recherche, l'Acfas est inquiète de la perception qui se dégage des gestes qu'il pose depuis les dernières élections. En effet, la recherche semble perçue comme une dépense et non comme un investissement pour la société. Les investissements publics en recherche s'avèrent pourtant extrêmement rentables ; ils ont la capacité de générer des économies récurrentes et des revenus à fort potentiel de croissance, à partir de subventions dépassant rarement les 100 000 \$ par an. Ils permettent de faciliter l'obtention de fonds fédéraux, privés et internationaux, si bien que l'investissement du gouvernement du Québec représente moins de 20 % du financement total des projets de recherche seulement ! Par ailleurs, rappelons que le travail des chercheurs apporte bien plus à la société qu'une plus-value économique. Ils jouent un rôle social très important, en particulier parce qu'ils forment la relève d'une main-d'œuvre hautement qualifiée dont toute société innovante a besoin. Ils interviennent aussi dans les médias pour éclairer l'actualité avec une vision objective et informée. Ils conseillent les gouvernements et les municipalités pour qu'ils ajustent leurs programmes sociaux. Ils collaborent avec les entreprises, les hôpitaux, les écoles, pour proposer des solutions innovatrices.

La nature même de l'activité de recherche permet de bénéficier de retombées socio-économiques bien plus larges que le montant initialement consenti. Pourquoi donc la société québécoise devrait-elle en être privée ? C'est le message que l'Acfas soutient dans son mémoire, déposé à la Commission de révision permanente des programmes. C'est aussi le message qu'elle a directement transmis aux ministres Daoust et Bolduc, afin que la Politique nationale de la recherche et de l'innovation soit préservée et que les fonds associés soient maintenus. Mais l'Acfas ne doit pas être la seule à porter ce message.

Chercheurs et étudiants chercheurs, si vous êtes inquiets pour l'avenir, vous devez agir. Vous êtes intimement convaincus de votre apport à la société et c'est, souvent, cela qui donne tout son sens à votre travail. Mais les citoyens ont-ils vraiment conscience de tout ce qu'ils peuvent perdre en se privant des bénéfices de la connaissance que vous produisez ? C'est à nous de justifier le bien-fondé des investissements en recherche auprès du grand public. J'en appelle donc à vous afin que nous fassions entendre, massivement, la voix de la recherche engagée sur la place publique. Nous devons nous mobiliser pour faire reconnaître l'importance de votre travail, mais aussi expliquer les conséquences que les compressions à venir auront sur vos recherches, pour protéger les fonds qui vous ont été attribués. Personne d'autre n'est mieux placé pour le faire.

Je vous appelle d'abord à cosigner ce texte sur www.acfas.ca, puis à faire entendre votre voix et faire connaître vos initiatives sur Twitter avec #chercheurengagé.